



Enseignement supérieur et recherche

Œuvrons pour un monde de justice sociale et écologique

[Pétition « empêchons la destruction de la forêt du Madrillet »](#)

Déjà plus de 5000 personnes l'ont signée !

L'actuelle pandémie nous rappelle que l'impact de l'Homme sur la planète n'est pas sans conséquence. **Cela n'a cependant pas freiné la Métropole de Rouen et la Région Normandie dans l'abattage de 60 hectares de forêt en pleine période de confinement dans le cadre du projet « Rouen Madrillet Innovation ».** Y sont prévus un hôtel trois étoiles, cinq immeubles de bureaux, deux restaurants franchisés et un espace de coworking. Il faut savoir que l'offre actuelle est loin de faire le plein d'après les chef.fes d'entreprise eux-mêmes.

Est-ce que c'est bien de cela que les travailleur.ses de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) et les étudiant.es présent.es sur le site ont besoin pour améliorer leurs conditions de travail et d'étude au quotidien ?

La CGT université & INSA Rouen ne cesse de réclamer un aménagement respectueux de la qualité de vie et de l'environnement. Il est ainsi indispensable de rénover le restaurant universitaire situé dans les locaux de l'UFR sciences et techniques de l'université qui, année après année, accueille de plus en plus difficilement des usagers en nombre toujours croissant. En cette rentrée de septembre 2020 qui s'annonce compliquée en regard de la distanciation qu'il faudra respecter, les retards pris vont s'avérer d'autant plus dommageables.

La priorité des collectivités territoriales est ailleurs. Il s'agit de faire perdurer une politique appliquant les logiques de concurrence du libéralisme économique. Elle s'est pourtant encore montrée défaillante et dépassée ces dernières semaines. Le « ruissellement » de Macron a toujours été tari. Ce sont bien les « premiers de corvée » qui n'ont pas arrêté d'assurer, pendant le confinement, les besoins essentiels de la population dans des conditions sanitaires et sociales précaires. Ici, l'innovation, gourmande en ressource naturelle, ne répond qu'aux critères de croissance et de profits au détriment des droits des travailleur.ses. Elle est appelée « création destructrice » par les économistes.

Parmi les exemples les plus significatifs, **SANOFI** reçoit annuellement de l'état 150 millions d'euros en crédit d'impôt recherche. Cela ne l'empêche pas pour autant de licencier 300 salarié.es en recherche et développement en France en 2019, de verser 4 milliards d'euros de dividende et de promettre un vaccin contre le covid-19 aux plus offrants pour faire monter les enchères. À quelques kilomètres du Madrillet, le groupe finlandais UPM, sous la pression de ses actionnaires, liquide la **Chapelle Darblay**. Cette entreprise, qui emploie 228 salariés avec au moins 800 emplois indirects, est la seule en France qui produit du papier journal recyclé. Elle récupère, par voie fluviale, le papier de 24 millions d'habitant sur un périmètre de 400 kilomètres, tout en traitant les eaux usées de 400 000 personnes et en chauffant 20 000 habitants. **Pourquoi la Métropole et la Région ne sont pas plus actives dans le soutien à cet acteur industriel indispensable au développement durable de nos territoires ?**

Rappelons que depuis bien des années les travailleur.ses du service public national d'ESR subissent aussi les conséquences de cette politique avec des déroulements de carrières laborieux, des niveaux de salaires très en dessous du niveau moyen des pays de l'OCDE et une précarité permanente.

L'ESR ne doit pas être l'alibi d'une politique qui fragilise une fois de plus l'écosystème si caractéristique des boucles de la Seine. Déjà, en 1987, des terres de phosphogypse, toujours nocives, y étaient déposées pour former la « colline artificielle ». Ces déchets dont on ne savait quoi faire provenaient de l'arrêt d'un atelier de la Grande Paroisse à Grand-Couronne. Casse sociale et destruction environnementale étaient reliées. Depuis, ce sont 200 hectares de landes à callune et de forêts qui ont été rasés et bétonnés alors qu'une étude du Conseil Économique Social Environnemental Régional (CESER) de Normandie fait état en 2018 d'une trop forte artificialisation des sols de notre Région.

La stratégie de « parcellisation » portée par « Rouen Madrillet Innovation » permet aux collectivités territoriales de ne pas s'embarrasser de règles environnementales trop contraignantes. Ainsi une école privée d'ingénieurs implantée depuis seulement une trentaine d'année sur les terres fertiles de la Vatine à Mont-Saint-Aignan a déménagé de nouveaux en janvier 2020 sur le site du Madrillet. Le coût de l'opération pour le contribuable revient à 8,5 millions d'euros.

Pour mieux maîtriser notre avenir, la formation et la recherche doivent avoir un rôle fondamental à jouer en harmonie et en cohérence avec la production industrielle, les besoins des individus et la protection de notre environnement.

La CGT université & INSA Rouen appelle :

- **à l'arrêt des travaux sur le site du Madrillet ;**
- **au lancement d'une concertation entre les différents acteurs comprenant les représentant.es des salarié.es et des associations environnementales, pour initier un nouveau projet compatible avec les enjeux de développement durable auxquels nous devons faire face ;**
- **à la prise en compte de tous les campus de la Métropole et de toutes les disciplines scientifiques pour favoriser au mieux l'accès à l'ESR.**

Pour contacter la CGT Université & INSA de Rouen ou se syndiquer : sees-cgt@univ-rouen.fr

[Au bout de ce lien](#), le site de la CGT Université & INSA Rouen.